



IOM International Organization for Migration
OIM Organisation Internationale pour les Migrations
OIM Organizaci3n Internacional para las Migraciones

DIALOGUE INTERNATIONAL SUR LA MIGRATION
ATELIER D'INTERSESSION

**LE RENFORCEMENT DU ROLE DE LA MIGRATION DE RETOUR DANS
LES EFFORTS DE DEVELOPPEMENT**
7 – 8 juillet 2008

ORDRE DU JOUR

7 juillet 2008 Première journée	
09h00 – 10h00	<i>Enregistrement</i>
10h00 – 10h15	REMARQUES DE BIENVENUE <ul style="list-style-type: none">• Brunson McKinley, Directeur général de l'OIM
10h15 – 11h00	MISE EN SITUATION <p><i>Il est désormais largement reconnu que le retour des migrants possédant différents types de compétences peut contribuer dans une mesure appréciable au développement des pays d'origine, notamment par le "gain de compétences", le transfert de technologies, l'investissement, les liens commerciaux et la mise en valeur conjointe des ressources humaines, indépendamment de la nature du retour : définitif, temporaire, circulaire ou virtuel. Plusieurs facteurs propices, tant dans les pays d'origine que dans ceux de destination, concourent de fait à renforcer le potentiel de développement de la migration de retour, et les décideurs sont de plus en plus conscients de l'attention qu'il convient d'accorder à ces facteurs dans l'élaboration de politiques de migration de retour favorisant le développement. Ces facteurs concernent non seulement les caractéristiques des migrants eux-mêmes, mais aussi les politiques mises en place dans le pays de destination et l'environnement socio-économique et institutionnel que trouvent les migrants à leur retour. Par ailleurs, l'incidence que peut avoir la migration de retour sur le développement peut être maximisée en veillant à ce que le volet migratoire s'accorde bien avec d'autres réalités telles que le commerce, la santé, l'éducation et le développement même. Cette session a pour but de déterminer et de conceptualiser la manière dont la migration de retour peut concourir au développement. Elle constituera l'introduction générale à cet atelier étalé sur deux jours.</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Michele Klein Solomon, Directrice du Département des politiques migratoires, de la recherche et de la communication de l'OIM Débat général

11h00 – 13h00

Session I: Exploration de l'équation retour/développement – Etudes de cas

Si le potentiel de développement est inhérent à la plupart des formes de retour, la nature et l'étendue de ce potentiel sont très variables. Par ailleurs, la réalisation de ce potentiel est tributaire de l'existence de conditions propices – sociales, politiques et économiques – dans les pays d'origine et de destination, comme des politiques et des mécanismes de gestion des migrations. Cette session s'inspirera d'études de cas existantes pour témoigner des nombreuses formes que peut prendre la migration de retour et de la manière dont elles peuvent influencer positivement sur divers aspects du développement. Elle soulignera également l'intérêt des programmes de retour et de l'aide au retour façonnés "sur mesure" pour le capital humain et les autres caractéristiques personnelles des groupes cibles de personnes rentrant au pays.

Modérateur: Jean-Christophe Dumont, Administrateur principal, Division des économies non-membres et des migrations internationales, Organisation pour la coopération et de développement économiques

Orateurs:

- **Michel Sho-Sawyer**, Directeur des Affaires concernant la diaspora, Bureau du Président, Sierra Leone
- **Han-Maurits Schaapveld**, Directeur de l'Office des migrations et des étrangers, Pays-Bas
- **Fernando Alzate Donoso**, Directeur des Affaires consulaires, Ministère des Affaires étrangères de Colombie

Les questions suivantes sont proposées pour guider les débats:

- Quelles sont les conséquences économiques et sociales de la migration de retour et quel intérêt cela présente-t-il pour le développement? Quels sont les facteurs qui font du retour une expérience positive et utile à la fois pour les personnes qui rentrent au pays et pour les sociétés d'origine et d'accueil?
- Les effets de la migration de retour sur le développement diffèrent-ils selon le niveau de compétences, l'âge et le sexe des personnes?
- Dans quelle mesure les effets de la migration de retour sur le développement dépendent-ils de la durée et de la nature du retour? Comment tirer le maximum de profit des effets positifs que peuvent produire sur le développement différents types de migration de retour (permanente, temporaire ou circulaire; réelle ou virtuelle; spontanée ou assistée)?
- Quels sont, dans les pays d'origine et de destination, les principaux facteurs favorisant l'influence positive de la migration de retour sur le développement? Quelles sont les conditions et les politiques que les pays pourraient mettre en place afin d'en retirer le maximum de bénéfice?
- Comment le transfert de connaissances vers les pays d'origine favorise-t-il le développement? Comment faire pour renforcer les avantages à retirer du gain de compétences? Quel est le rôle de la migration de retour dans la mise en valeur des ressources humaines, dans les pays d'origine et dans les pays de destination? Quels secteurs du marché du travail mériteraient-ils une attention particulière à cet égard?

Débat général

13h00 – 15h00	<i>Pause de l'après-midi</i>
15h00 – 18h00	Session II: Outils et mesures propres à favoriser les retours
	<p><i>Que les retours aient effectivement lieu ou non, et qu'ils soient définitifs ou temporaires, réels ou virtuels, dépend notamment des politiques mises en place à la fois dans les pays d'origine et dans les pays de destination pour stimuler et faciliter le retour des personnes et des ressources. Favoriser les retours est essentiel pour le succès des formules de migration de main-d'œuvre temporaire et circulaire. Dans le monde contemporain, ces formules sont fréquemment perçues et présentées comme un moyen efficace et novateur de remédier aux pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans les pays de destination, tout en offrant des opportunités de développement individuel et collectif aux pays d'origine. L'objet de cette session sera d'explorer les différents instruments et mécanismes qui facilitent et encouragent la migration de retour, notamment les mesures spéciales en matière de visa, de voyage, d'impôt et d'investissement. Cette session offrira également l'occasion d'examiner les conséquences de la double nationalité, des visas à entrées multiples et des permis de travail ou de séjour gardant leur validité en cas de sortie du territoire, ainsi que de la portabilité de la sécurité sociale. La nécessité de reconnaître la diversité des candidats potentiels au retour et de façonner des mesures susceptibles de faciliter le retour de groupes distincts de migrants de telle façon qu'elles répondent bien à leurs besoins et leurs intérêts différents sera souligné. Les principaux avantages pour les Etats et les difficultés auxquels ils doivent être préparés dans l'application de ces mesures seront débattus sur la base des expériences faites par les pays d'origine, de transit et de destination, et de leur rôle respectif dans ce processus.</i></p> <p>Modérateur: Meera Sethi, Conseillère régionale pour l'Afrique subsaharienne, OIM</p> <p>Orateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rafael Álvarez, Directeur général de la migration et des étrangers, Ministère de la Sécurité, El Salvador • Devi Chand Rye Seewooruthun, Secrétaire adjoint principal, Bureau du Premier Ministre, Maurice • Jacqueline Owens, Directrice de l'Immigration pour l'Europe, l'Afrique et les Amériques, Département du Travail, Nouvelle-Zélande • Mohammed Bassam Al-Nasiri, Coordonnateur du projet Les Iraquiens reconstruisent l'Iraq (IRI)/OIM, OIM Bagdad <p>Les questions suivantes sont proposées pour guider les débats:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est le principal mécanisme de gestion des migrations susceptible de faciliter efficacement la migration de retour et de la stimuler sur les plans économique et social, et de quels autres mécanismes peut-il s'accompagner éventuellement? • Quels sont ces mécanismes dans les pays d'origine et de destination? Quelles difficultés majeures les pays rencontrent-ils dans leur mise en œuvre?

	<ul style="list-style-type: none"> • Quel intérêt de tels mécanismes peuvent-ils présenter pour le développement socio-économique des pays d'origine, de transit et de destination, et pour le bien-être des migrants et de leur famille? • Quels outils novateurs pourrait-on employer pour encourager différents types de retour, y compris le retour virtuel? Quel rôle la cartographie et l'engagement de la diaspora peuvent-ils jouer dans la mise au point d'instruments efficaces permettant de faciliter la migration de retour? • Quel est le rôle des partenariats entre Etats aux niveaux bilatéral, régional et international dans la mise au point et l'application d'outils et de mécanismes destinés à faciliter et encourager la migration de retour? Qui sont les principales parties prenantes non gouvernementales concernées et quel est leur rôle? • Au niveau multilatéral, quels enseignements a-t-on pu tirer de l'expérience du Mode 4 de l'AGCS par rapport à la migration de retour et au développement? <p>Débat général</p>
	<i>Fin de la première journée</i>
8 juillet 2008 Deuxième journée	
10h00 – 10h30	<p>LE POINT DE VUE DES MIGRANTS: Retour – Intégration Ré-Intégration</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abdou Mbengue Sene, Architecte, Institut royal des architectes britanniques, Dakar, Sénégal <p>Débat général</p>
10h30 – 13h00	<p><u>Session III: Renforcement du potentiel de développement de la migration de retour – Approches pratiques</u></p>
	<p><i>Si l'incidence de la migration de retour sur le développement dépend d'une variété de facteurs, y compris les caractéristiques des intéressés, la nature et la durée du retour, l'environnement social, économique et politique des pays d'origine et de destination, il existe certaines mesures politiques et programmatiques qui sont susceptibles de renforcer le profit à tirer des retours, qu'ils soient définitifs, temporaires ou virtuels, ainsi que leur durabilité. Il s'agit à la fois de mesures de gestion des migrations, notamment au niveau de l'orientation préalable au départ, de l'aide à l'intégration et à la réintégration, et de politiques concernant d'autres domaines, en particulier l'environnement social, la fiscalité, l'emploi, l'éducation et le commerce, pour n'en citer que quelques-uns. Un éventail aussi large de politiques susceptibles d'influencer les effets produits par la migration de retour sur le développement souligne la nécessité d'une approche globale et d'une quête de cohérence entre la migration et les autres domaines. Cette session aura pour objet de recenser les politiques et les mécanismes à faire intervenir aux niveaux national, bilatéral, régional et mondial pour pouvoir réaliser le potentiel de capital humain et de ressources financières des personnes qui rentrent au pays.</i></p>

Modérateur: Carlos Eladio Segura Vicente, Ministre conseiller, Mission permanente de la République dominicaine auprès des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

Orateurs:

- **Sergiu Sainciuc**, Vice-Ministre à l'économie et au commerce, Moldova / **Ghenadie Cretu**, Coordonnateur du Programme de migration de main-d'œuvre, OIM Chisinau
- **Alvaro Apolo da Luz Pereira**, Président de l'Institut des communautés, Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des communautés, Cap-Vert
- **Dinh Pham Van**, Haut fonctionnaire au Département des affaires consulaires, Ministère vietnamien des affaires étrangères

Les questions suivantes sont proposées pour guider les débats:

- Quelles sont, en matière de gestion des migrations, les politiques et les approches principales et secondaires dans les pays d'origine et de destination, susceptibles de maximiser le potentiel de la migration de retour pour le développement? Quelles conséquences politiques et pratiques peut avoir le fait d'incorporer la gestion des retours dans les plans nationaux de réduction de la pauvreté et de développement?
- En quoi ces politiques diffèrent-elles selon qu'il s'agit de retours définitifs, temporaires ou virtuels? Varient-elles pour des groupes distincts de migrants (par exemple les travailleurs migrants possédant différents niveaux de compétences, les étudiants, les retraités)? Quels exemples peut-on citer de politiques ou de programmes ayant donné de bons résultats?
- Comment les centres d'information et d'orientation des migrants dont l'action précède les départs peuvent-ils aider à guider les migrants susceptibles de s'intéresser à un retour virtuel ou réel?
- Comment les mesures d'intégration dans les pays de destination et les mesures de réintégration dans les pays d'origine influencent-elles l'incidence des retours sur le développement?
- Dans les cas où les descendants d'immigrés ressentent une affiliation avec le pays d'origine de leurs ancêtres et souhaitent contribuer au développement de ce pays, comment peut-on appuyer leurs efforts dans ce sens?
- Quel est le lien entre la migration de retour et la mise en valeur des ressources humaines dans les pays d'origine et de destination? Comment peut-on renforcer ce lien?
- Quel est le rôle de la coopération interétatique aux niveaux bilatéral et régional dans la gestion de la migration de retour pour le développement, et particulièrement dans le cadre des programmes de migration circulaire? Quels aspects des accords bilatéraux et régionaux en matière de migration de retour peuvent-ils contribuer à maximiser les effets des retours sur le développement?

Débat général

13h00 – 15h00

Pause de l'après-midi

15h00 – 17h50	Session IV: Pour que les retours profitent au développement – Partenariats multipartites
	<p><i>S'il est certains pays qui favorisent l'approche unilatérale, nombreux sont en revanche ceux qui privilégient les accords bilatéraux et multilatéraux pour gérer la migration de retour de manière globale et efficace. Outre les gouvernements, d'autres parties prenantes ont des rôles divers et significatifs à jouer pour faciliter les retours et en maximiser les effets positifs, notamment en fournissant des informations de première main sur les réalités migratoires, en mettant en place un réseau permettant d'interagir avec les migrants, en renforçant les liens entre la migration de retour et la mise en valeur des ressources humaines, et en favorisant les mesures d'intégration et de réintégration. Les gouvernements peuvent envisager de forger des partenariats avec des acteurs non étatiques aux niveaux local et national, de même que dans le contexte d'accords bilatéraux et régionaux. En outre, des partenariats à large base peuvent être envisagés entre les acteurs du secteur privé et de la société civile et en leur sein même. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer dans l'instauration d'un environnement susceptible de favoriser la réussite de tels partenariats. Cette session offrira l'occasion d'une réflexion sur le rôle des partenariats dans l'optique de faciliter les retours et d'en exploiter le potentiel pour le développement, ainsi que sur les moyens de les susciter et de les mobiliser efficacement. Elle explorera également les difficultés pouvant se poser à l'instauration de partenariats public/privé et autres partenariats multipartites, ainsi que les moyens d'y faire face.</i></p> <p>Modérateur: Eugene Owusu, Conseiller principal pour l'Afrique, ONU/PNUD, Bruxelles</p> <p>Orateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nikolai Alisov, Directeur général, Fondation pour le développement des relations internationales et des systèmes sociaux, Fédération de Russie • Abdesslam El Ftouh, Directeur du pôle promotion économique, Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger, Maroc • Basco Tomas A. Fernandez, Vice-président (Affaires étrangères), Fondation Damayan Habagat, Pays-Bas • Ilunga Kalenga Oly, Directeur Médical Adjoint des Cliniques de l'Europe, Site St Michel, Bruxelles <p>Les questions suivantes sont proposées pour guider les débats:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quel est le rôle des partenariats intra- et intergouvernementaux dans la conception et la mise en œuvre de politiques et de mécanismes relatifs à une migration de retour favorisant le développement? • Qui sont les parties prenantes susceptibles de faciliter la migration de retour et d'en assurer le succès pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination? Quel est le rôle particulier des associations de la diaspora et du secteur privé respectivement? Quels sont les obstacles à leur engagement efficace et les modalités d'un tel engagement, à la fois dans les pays de destination et d'origine?

	<ul style="list-style-type: none"> • Comment faire pour engager toutes les parties prenantes concernées dans l'élaboration de saines politiques de migration de retour et de mesures d'accompagnement, et dans leur mise en œuvre efficace, que ce soit au niveau bilatéral, régional ou mondial? • Quels sont les obstacles potentiels à la mise en place de tels partenariats et comment les surmonter? • Comment faire pour favoriser la confiance mutuelle et la volonté de coopération entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé dans une approche de la migration de retour fondée sur les partenariats? <p>Débat général</p>
17h50 – 18h00	Synthèse et remarques de clôture
	<i>Fin de l'atelier</i>